

LES ZONES COTONNIÈRES AFRICAINES

DYNAMIQUES ET DURABILITÉ

Actes du Colloque de Bamako
Novembre 2017

Sous la Direction de :

Mamy SOUMARÉ
Michel HAVARD



QUELS DISPOSITIFS DE CONSEIL AGRICOLE POUR LES AGRICULTEURS MALIENS ?

KÉÏTA Abdoulaye, APCAM, Bamako, Mali, abdoulaye57.djoliba@yahoo.fr

DOUARÉ Hama Abba, APCAM, Bamako, Mali, hama.douare@yahoo.fr

HAVARD Michel, CIRAD, UMR Innovation, Montpellier, France, michel.havard@cirad.fr

Auteur correspondant : KÉÏTA Abdoulaye

RÉSUMÉ

Au Mali, la vulgarisation, type Formation et Visite, laisse la place à des approches plus participatives mises en œuvre par différents acteurs : Etat, privés, chambres d'agriculture, organisations non gouvernementales (ONG) et organisations paysannes (OP). Cette communication dresse un état des lieux des dispositifs de conseil et de vulgarisation agricoles au Mali, et discute l'amélioration de leur fonctionnement, leur prise en charge et l'appréciation de leur impact sur les bénéficiaires. Des résultats ressortent l'importance de maintenir une diversité de dispositifs de conseil agricole en réponse à la diversité des situations rencontrées et des attentes des agriculteurs. Quel que soient les dispositifs, les coûts sont élevés comparés aux revenus des agriculteurs. Leur pérennisation implique une plus forte contribution et une coordination des acteurs du conseil, une simplification des démarches de conseil, et une mobilisation accrue des ressources locales. La contribution de l'Etat à la formation des acteurs du conseil est un préalable à l'émergence de dispositifs performants. La recherche d'accompagnement est indispensable pour évaluer, adapter et faire évoluer les démarches répondant aux besoins des agriculteurs.

Mots clés. Conseil agricole, dispositif, accompagnement, agriculteurs, Mali.

ABSTRACT

WHAT AGRICULTURAL ADVISORY DEVICES FOR MALIAN FARMERS?

In Mali, extension, type Formation and Visit, is gradually being replaced by more participative approaches implemented by the State, private, non-governmental organizations (NGOs) and farmers' organizations (POs). This paper provides an overview of agricultural advisory and extension systems in Mali, and discusses the improvement of their functioning, their management and the assessment of their impact on beneficiaries. The results highlight the importance of maintaining a diversity of agricultural advisory systems in response to the diversity of situations encountered and farmers' expectations. Whatever the devices, the costs are high

compared to farmers' incomes. Their sustainability implies a greater contribution and a coordination of the operators of the advisory systems, a simplification of the approaches, and an increased mobilization of the local resources. The State's contribution to the training of the council's actors is a prerequisite for the emergence of effective mechanisms, Accompanying research is essential to evaluate, adapt and evolve approaches that meet the needs of farmers.

Keywords. Extension, Service, Accompaniment, Advice, farmers, Mali.

INTRODUCTION

« *La vulgarisation en Afrique a souvent été entendue comme le moyen de faire adopter par les producteurs des techniques mises au point par la recherche agronomique, grâce à un dispositif d'encadrement organisé à différentes échelles géographiques* » (Mercoiret, 1994). Selon la FAO, la vulgarisation agricole recouvre différentes approches (Axinn, 1993), parmi lesquelles : i) la formation et visite qui vise le transfert de technologie basé sur la formation et les visites ; iii) l'approche par produit qui s'appuie sur les fonctions vulgarisation, recherche, fournitures d'intrants, commercialisation et fixation des prix ; iv) l'approche participative qui prend en compte les besoins des producteurs au sein des systèmes agricoles. Elle désigne les systèmes destinés à (Christoplos, 2011) : i) faciliter l'accès des producteurs, de leurs organisations et des autres acteurs du marché à la connaissance, à l'information et aux technologies, ii) faciliter leur interaction avec des partenaires de la recherche, de l'éducation, de l'agroalimentaire et avec d'autres institutions pertinentes, et iii) les aider à développer leurs compétences techniques, organisationnelles et managériales.

Le schéma pyramidal de vulgarisation des sociétés cotonnières d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) est comparable au système « *Training & Visit* ». Le paysan, dernier maillon de la chaîne voit son rôle réduit à l'exécution des opérations préconisées par la structure de vulgarisation. Depuis quelques décennies, ce schéma laisse progressivement la place à des approches plus participatives mises en œuvre par les services de l'Etat, les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations paysannes (OP), les privés.

Parmi ces approches participatives, le conseil à l'exploitation familiale (CEF), développé dans plusieurs pays d'AOC dont le Mali, est complémentaire de la vulgarisation agricole. C'est « *une démarche globale qui renforce les capacités des paysans et de leurs familles, à suivre leurs activités, analyser leur situation, prévoir et faire des choix, évaluer leurs résultats. Il prend en compte les aspects techniques, économiques, sociaux et, si possible environnementaux de leurs activités* » (Faure et al., 2004). Parmi ces approches, on peut aussi citer « l'apprentissage participatif et recherche-action » (APRA), une démarche d'accompagnement du changement offrant aux agriculteurs l'opportunité d'expérimenter, de découvrir et d'apprendre (Defoer et Wopereis, 2007), ou encore les champs écoles paysans (Farmer Field School) promus par la FAO (FAO, 2006), et mis en œuvre dans de nombreux pays africains (Braun et al., 2006 ; Davis 2006).

Les différents dispositifs de vulgarisation et de conseil agricoles ne sont pas exclusifs les uns des autres ; ils peuvent être complémentaires (Havard et al., 2006 ; Violas et Gouton, 2007). Les recompositions des services de vulgarisation et conseil interrogent sur les conditions de fonctionnement et de prise en charge des dispositifs, et sur l'impact du conseil sur les bénéficiaires (Faure et al., 2004). Ce qui pose des questions parmi lesquelles : Quelles sont les possibilités de mettre en place un

système pluriel de conseil dans des pays d'Afrique de l'Ouest, et au Mali, avec des questions d'accès au conseil, de coordination, de financement ?. Ce qui amène à dresser un état des lieux des dispositifs de conseil et de vulgarisation agricoles au Mali, et à discuter de l'amélioration de leur fonctionnement, de leur prise en charge, et de leur impact sur les bénéficiaires.

Après cette introduction, cette communication présente des dispositifs de conseil et de vulgarisation en zones cotonnière et irriguée au Mali, puis discute de leur fonctionnement et de l'évaluation de leurs impacts. Elle conclut sur le rôle de l'Etat et des acteurs en vue de la pérennisation des dispositifs.

ETAT DES LIEUX DE LA VULGARISATION ET DU CONSEIL AGRICOLE AU MALI

L'état des lieux se focalise sur les principaux dispositifs des zones cotonnières (CMDT, OHVN, PASAOP, PASE, SNV, CNOP¹), et irriguées (PCPS, ON, GIPD²) (Tableau en annexe).

La vulgarisation agricole

Les dispositifs d'appui à la production agricole de la CMDT et de l'OHVN s'appliquent (MRSC, 2002) à travers une structure hiérarchisée de la direction jusqu'aux agents de terrain. Chaque agent de base est en charge d'animer une dizaine de villages, soit 350 à 400 exploitations. Des relais villageois effectuent certaines tâches et contribuent à la diffusion des messages techniques.

Les services de l'état mettent en œuvre des programmes de vulgarisation agricole avec l'appui de partenaires techniques et financiers, et de la recherche sur les méthodes et outils.

Le projet d'appui aux services agricoles et aux organisations paysannes (PASAOP), terminé en 2009 et financé par la Banque Mondiale, est intervenu dans les régions de Ségou, Mopti, Sikasso et Koulikoro avec l'appui des directions régionales d'agriculture (DRA) pour réaliser les diagnostics des besoins des agriculteurs. Les formations et les tests de vulgarisation de techniques ont été effectués par des prestataires (ONG, bureau d'études) car les vulgarisateurs des DRA n'étaient pas assez nombreux (Traoré and Wennink, 2008).

-
- 1 CMDT. Compagnie Malienne de Développement des Textiles, PASAOP. Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes, PASE. Programme d'Amélioration des Systèmes d'exploitation en zone cotonnière, CNOP. Coordination Nationale des Organisations Paysannes, OHVN. Office de la Haute Vallée du Niger.
 - 2 PCPS. Projet Centre de Prestation de Service, ON. Office du Niger, GIPD. Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs.
-

Tableau 1. Les principaux dispositifs de vulgarisation et de conseil agricoles en zones cotonnières et irriguées au Mali

	Vulgarisation			Conseil			GIPD
	CMDT OHVN	PASAOP	CRA ON	CMDT	CNOP	ON	
Zones	Coton	Ségou, Mopti, Sikasso, Kouli	ON	Coton	Régions	ON	Kouli, Sikasso, Mopti, Ségou
Financement	Filière cotonnière	BM	Etat, PTF	CMDT, AFD	AFD, USAID	AFD, USAID	FAO, Etat
Services	Intrants, Crédit, Vulgarisation Commercialisation	Vulgarisation	Vulgarisation	Conseil de Gestion	Diagnostic EA Conseil	CEF Groupe	Formation, Expérimentation
Méthodes d'intervention	Vulgarisation thèmes	Diagnostics Formations et tests	Diagnostic Démonstrations	Diagnostic, suivi EA individuel	Diagnostic suivi EA individuel	Diagnostic Identifier innovations	Champs écoles groupes 20 agriculteurs
Partenaires		ONG, bureau d'étude	IER URDOC	IER	AFDI	CPS, SCR, Nyeta Conseil FaranFasi So	ON, Offices Riz, CMDT, OHVN
Ressources humaines	1500 Chefs ZPA 80 AVB	Agents DRA, plus prestataires	30 conseillers agricoles et animatrices	800 Chefs ZPA	Agents CNOP	6 Conseillers FaranFasi So, un prestataire AP	80 Agents Facilitateurs (Offices, CMDT, OHVN)
Bénéficiaires	200 000 Producteurs coton	Agriculteurs	1 000 Agriculteurs par agent	Environ 2 500 Producteurs coton	Agriculteurs	7 000 agriculteurs (95% femmes)	10 000 agriculteurs

Légende. ZPA. Zone de Production Agricole, AVB. Agent de Vulgarisation de Base, AFD. Agence Française de Développement, CEF. Conseil à l'Exploitation Familiale, CMDT. Compagnie Malienne de Développement des Textiles, BM. Banque Mondiale, EA. Exploitation Agricole ; IER. Institut d'Economie Rurale. SCPC. Société Coopérative de Producteurs de Coton. OHVN. Office de la Haute Vallée du Niger. AFDI. Agriculteurs Français pour le Développement International. GIPD. Gestion Intégrée de la Production et des Déprédations. PTF. Partenaire Technique et financier. ONG. Organisation Non Gouvernementale. GIE. Groupement d'Intérêt Economique. DRA. Direction Régionale de l'Agriculture. AP. Animalier Paysan. CPS. Centre de Prestation de Service. ON. Office du Niger. CNOP. Coordination Nationale des Organisations Paysannes. SCR. Service Conseil Rural. PASAOP. Programme d'appui aux services agricoles et aux organisations paysannes. URDOC. Unité de Recherche Développement Observatoire du Changement. CRA. Chambre d'Agriculture Régionale. SNV. Service Néerlandais des Volontaires. PASE. Programme d'Appui aux Systèmes d'Exploitation, FAO. Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture. USAID. Agence des Etats Unis pour le Développement International.

Le Service Conseil Rural (SCR) de l'ON a mis en œuvre l'approche du Programme National de Vulgarisation Agricole (PNVA) : diagnostic, hiérarchisation des contraintes et démonstrations de thèmes techniques chez des paysans de contact. Les principales sources d'alimentation en innovations techniques ont été l'Institut d'Economie Rurale (IER) et l'Unité de Recherche Développement Observatoire du Changement (URDOC) qui a joué un rôle d'interface entre la recherche et la vulgarisation en zone ON. La démarche est assurée par une trentaine d'agents vulgarisateurs (technicien supérieur, monitrices d'agriculture) à raison de 7 à 8 villages, soit 700 à 1000 exploitations agricoles par agent. Jusqu'à un passé récent, le financement était assuré par l'état à travers l'ON et les Pays-Bas.

Le conseil agricole

Le centre IER de Sikasso a initié des activités de conseil avec la CMDT dans les années 80 (Kleene, 1982 ; Kébé *et al.*, 1999). Dans les années 90, la CMDT a mis en place le conseil de gestion (CDG), approche participative comprenant plusieurs phases (CMDT, 2006) : i) diagnostic d'exploitation ; ii) catégorisation des exploitations par rapport au rendement en coton ; iii) répartition des exploitations en 5 types sur la base de l'équipement (motorisé, équipement complet ou incomplet en traction animale, pas d'équipement) et du cheptel bovin (plusieurs paires de bœufs de trait, une paire, aucune paire) ; iv) traitement des thèmes par groupe d'exploitations selon les types ; v) visite par le conseiller de chaque exploitant sur son lieu de travail (4 exploitations/jour) ; vi) remplissage par chaque paysan d'un cahier d'exploitation. Le CDG n'a jamais été généralisé en zone Mali Sud (CMDT, 2006), mais la CMDT continue à le mettre en œuvre avec les ZPA ; chaque ZPA suit de façon rapprochée 2 exploitations/groupement par an. Le ZPA assure : i) un conseil rapproché pour des exploitations ayant un rendement en coton faible ; après le diagnostic, le producteur se fixe des objectifs, un plan de campagne est élaboré, mis en œuvre, et évalué en fin de campagne agricole ; et ii) une « visite conseil » pour comprendre la situation et le fonctionnement de l'exploitation visitée lors d'un seul entretien de quelques heures.

La CNOP expérimente depuis 2015 dans différentes régions du Mali auprès d'un nombre limité d'exploitations agricoles un conseil/diagnostic pour comprendre et conseiller l'exploitation agricole familiale. L'entretien est conduit avec les membres de l'exploitation par deux agents de la CNOP en 5 temps pendant une demi-journée : i) la famille, ii) les moyens de production de l'exploitation, iii) la terre et son utilisation, eau, équipement, cheptel, installations et bâtiments, main d'œuvre, iv) l'analyse de la dernière campagne, iv) le calcul et la restitution des résultats du bilan, v) les discussions avec la famille.

En zone ON, le CEF a été introduit à partir de 1997, afin de renforcer les capacités des producteurs pour analyser leur situation, enregistrer leurs activités et leurs

résultats (stocks de céréales, quantité d'intrants, marges et revenus) en vue d'améliorer les performances de leur exploitation agricole (Koné, 2007). Le dispositif est constitué de conseillers et animatrices des Centres de Prestation de Service (CPS), du SCR de l'ON et des services privés. Les séances de conseil se font en animation de groupes de producteurs ce qui permet de diminuer le temps de travail et le coût du conseil. La constitution des groupes de producteurs se fait selon des thématiques communes à partir de modules prédéfinis (riziculture, maraîchage, élevage...) (Coulibaly, 2011). La démarche repose en premier sur un diagnostic partagé de la structure, des pratiques et des performances de l'exploitation familiale. A partir de ce diagnostic et des référentiels technico-économiques disponibles, le conseiller et l'exploitant peuvent identifier des innovations technico-économiques et des changements dans la gestion de l'exploitation pour améliorer la situation de l'exploitant.

En 2005 et 2006, le Projet d'Appui aux Systèmes d'Exploitation, phase 1 (PASE I), a testé un dispositif de CEF piloté par la chambre d'agriculture régionale (CRA) de Sikasso et qui a touché 450 agriculteurs (Havard, 2006), et organisé un atelier sur le conseil en Afrique de l'Ouest et au Mali (Havard et al., 2006). Ces activités ont permis au PASE I de tester la faisabilité technique, financière et institutionnelle du CEF, et de dégager des enseignements pour poursuivre sa mise en place (Diallo et al., 2010). De 2007 à 2013, le Service Néerlandais des Volontaires (SNV) a apporté un appui au dispositif CEF dans les régions de Sikasso, Koutiala et Fana qui a touché environ 1100 exploitations familiales agricoles (EFA) (SNV, 2012). Dans ces EFA, le CEF a permis d'améliorer les rendements (utilisation de la fumure organique, application des doses d'engrais recommandées, respect des périodes de semis), de mieux gérer le disponible en céréales pour la sécurité alimentaire de la famille, d'améliorer les revenus, et de renforcer la cohésion sociale au sein de la famille (SNV, 2012). L'appui au dispositif CEF s'est poursuivi dans la phase 2 du PASE (PASE II) de 2014 à 2017. Le dispositif CEF, piloté par l'APCAM, est mis en œuvre par la CMDT, la confédération des sociétés coopératives de producteurs de coton (C-SCPC), et des groupements d'intérêt économique (GIE) prestataires ; il a touché près de 6000 producteurs (Douaré et Keita, 2017).

L'APPROCHE GESTION INTÉGRÉE DE LA PRODUCTION ET DES DÉPRÉDATEURS PAR LES CHAMPS ÉCOLES

L'approche gestion intégrée de la production et des déprédateurs (GIPD) est mise en œuvre depuis plus de 15 ans dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Mopti et Ségou sur le riz, le coton, les cultures maraîchères sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture avec l'appui technique et financier de la FAO et des Pays-Bas. L'approche repose sur la rationalisation de l'utilisation des pesticides et des engrais, et la recherche d'alternatives aux intrants chimiques au-travers des « champs écoles

paysans (CEP) ». Un CEP démarre avec une vingtaine de producteurs qui se regroupent pour travailler sur la gestion des intrants sur une culture retenue en fonction du bassin de production. Chaque semaine, pendant le cycle cultural, le facilitateur du CEP réalise au champ une journée de formation avec le groupe de producteurs pour des travaux et des observations sur les parcelles. Le CEP n'intègre pas l'ensemble des problèmes de l'exploitation agricole. Il offre aux agriculteurs l'opportunité d'apprendre en pratiquant, en étant impliqués dans le diagnostic, puis l'expérimentation des techniques recommandées comparées à celles des agriculteurs, les discussions et la prise de décision (Gallagher, 2003).

DISCUSSION

Différents acteurs mettent en œuvre et financent des dispositifs de conseil et de vulgarisation agricoles : bailleurs de fonds, agences gouvernementales, projets, ONG, OP, privés, etc. (Faure et al., 2015). Cette diversité des dispositifs présente des avantages car l'offre de conseil est plus variée, mais aussi des inconvénients, car certains dispositifs sont éphémères, d'autres n'honorent pas leurs engagements. Au Mali, les dispositifs de vulgarisation de la CMDT, de l'OHVN et de l'ON ont eu un impact indéniable sur le développement des cultures de coton et de riz, et ont touché un très grand nombre d'agriculteurs, mais leurs approches de diffusion de messages techniques ont atteint leurs limites : les besoins des agriculteurs ne portent pas que sur les aspects techniques, mais aussi sur les aspects économiques et de gestion de leur exploitation. C'est pourquoi, ces dispositifs, et de nouveaux opérateurs (ONG, privés) mettent en œuvre des approches plus participatives, impliquant davantage les producteurs et leurs organisations, et cherchant à mieux prendre en compte leurs attentes. L'atelier sur le conseil de Sikasso en 2006 (Havard et al., 2006), illustre la diversité des attentes exprimées par les producteurs qui portent sur : l'accès au crédit pour financer les semences et intrants, les informations (prix sur les marchés, foncier et textes législatifs) et leur participation aux différentes étapes du conseil pour répondre à leurs attentes variées : technique, économique, commerciale, juridique, gestion de l'exploitation agricole, montage et fonctionnement des OP.

Quels que soient les dispositifs de vulgarisation et de conseil agricoles, les questions de leur maintien, de leur extension, de leur financement et de leur évaluation restent posées à la fin des projets (Faure et al., 2004).

Beaucoup d'OP et d'ONG, encore faibles sur les plans technique et organisationnel, ont des difficultés pour assurer les formations des agriculteurs (Braun et al., 2006), et le pilotage des dispositifs de conseil (Heemskerk, and al., 2008). Au Mali, le taux élevé d'analphabétisme des agriculteurs limite la sélection des agriculteurs-facilitateurs, des animateurs-paysans, et des responsables d'OP (Havard et al., 2006).

Traditionnellement, la vulgarisation était réalisée par des agents techniques d'agri-

culture et d'élevage qui diffusaient des messages techniques aux agriculteurs et éleveurs, réalisaient des expérimentations et des formations. Tandis que pour le conseil, les tâches, les profils et les qualités des conseillers sont plus diversifiés, comme le montre les études réalisées en AOC (Djamen et al., 2003), et le Forum Mondial pour le conseil rural (GFRAS) soulignant l'importance de renforcer les capacités des conseillers afin de mieux servir les producteurs ruraux (Rasheed Sulaiman and Davis, 2012). Au Mali, les participants à l'atelier de Sikasso en 2006 (Havard et al., 2006) ont identifié plusieurs profils de conseillers : i) cadres moyen et supérieur en agronomie, élevage, protection des végétaux, pêche, pisciculture, santé, économie, finance, gestion, juridique, etc. pour un conseil technico-économique; ii) ingénieur pour la conception, l'analyse et la formation, et iii) techniciens et agents techniques pour le conseil technique, iv) paysan ayant le niveau requis, pour être animateur-paysan. Ils ont souligné les principales qualités d'un conseiller : être alphabétisé, jeune, courageux, patient, disponible, sociable, compréhensif, aimer son travail, savoir écouter et communiquer, accepter de vivre au village, aimer le paysan et comprendre la langue locale.

Les agriculteurs et leurs organisations ne contribuent pas ou faiblement au financement du conseil, dont le coût annuel (salaire conseiller, frais de déplacement et de formation des agriculteurs, etc.) par exploitation est élevé (60 000 à 120 000 Fcfa) comparé aux revenus moyens des exploitations agricoles des zones concernées (Faure et al., 2004). Il en résulte que ceux qui financent les dispositifs décident du contenu et de la méthode, donc orientent le choix des outils appropriés. Ce lien fort entre la gouvernance, les méthodes et les outils nécessite que la démarche soit suffisamment souple pour s'adapter aux situations rencontrées. La pérennisation des dispositifs ne peut s'envisager qu'avec des co-financements (Etat, filières (taxes), OP, agriculteurs, etc.) et la réduction du coût du conseil par la simplification des outils et en développant la fonction d'animateur-paysan pour démultiplier l'intervention du conseiller. Différentes options sont envisageables pour favoriser la pérennisation des dispositifs de conseil agricole. Mettre en œuvre un conseil subventionné pour le plus grand nombre ; l'accent étant mis sur l'alphabétisation et la formation des paysans par la pratique (démarches de groupes, CEP, expérimentation paysanne). Privilégier l'ancrage du conseil agricole, type CEF, au sein de filières organisées où les coûts sont partagés. Développer un conseil spécifique pour des élites paysannes et des entreprises ayant les moyens de le financer. Avec la décentralisation, les communautés rurales ont accès à des fonds publics qui pourraient contribuer au financement du conseil agricole ; l'expérience du PASAOP sur l'implication des collectivités territoriales dans le conseil est à valoriser. Ces différentes options se traduisent par des besoins de conseillers aux profils variés (généralistes, spécialisés, animateurs de groupe) et ayant des formations d'ingénieur, de technicien supérieur et d'agent technique, mais aussi des animateur-paysans.

Mais quelles que soient les options envisagées, l'engagement financier de l'Etat, des organismes de développement ou des filières est nécessaire, mais il ne sera effectif que si le conseil agricole s'adresse à un grand nombre et à une diversité d'agriculteurs. Toutefois, il est illusoire de vouloir toucher 20% ou 30% des agriculteurs, taux rarement atteints par les systèmes de vulgarisation technique de masse. En toucher 10% permet déjà de « constituer une masse critique suffisante pour asseoir le processus et rendre irréversible son appropriation [du CEF] par les bénéficiaires » (Violas et Gouthon, 2007).

Le suivi-évaluation des dispositifs de conseil vise d'abord à suivre le programme de travail en évaluant le nombre de formations effectuées, le taux de présence des agriculteurs aux séances de formation, etc. Dans le cas du CEF, une évaluation plus globale et qualitative menée par les agents des dispositifs de conseil montre que les agriculteurs font évoluer leurs pratiques (changement d'assolement), améliorent la gestion de leur revenu (réduction des dépenses) et acquièrent des « façons de gérer » différentes. Mais les financeurs du CEF sont plus demandeurs d'évaluations quantitatives qui posent des problèmes méthodologiques, objets de travaux menés avec l'appui de l'agence française de développement (AFD) au Bénin (De Halley des Fontaines et al., 2007). En effet, l'impact du conseil sur les performances de l'exploitation peut être masqué par des contraintes économiques ou climatiques fortes. Etant mieux informée, une exploitation en conseil peut mieux valoriser des opportunités s'offrant à elle, mais comment montrer que c'est lié au conseil ? La comparaison des performances des exploitations en conseil avec celles ayant des caractéristiques similaires mais pas en conseil est envisageable mais implique de bien concevoir les échantillons et coûte cher.

CONCLUSION

Les promoteurs du conseil agricole ne peuvent pas faire l'impasse d'une réflexion sur l'ancrage institutionnel des dispositifs qu'ils promeuvent, et sur leur appropriation par les acteurs, enjeu très important pour leur pérennisation.

Chaque situation étant particulière, maintenir des dispositifs variés correspondant à la diversité des situations rencontrées et des attentes des agriculteurs est important. Mais, les coûts du conseil étant élevés comparés aux revenus de la majorité des agriculteurs, les co-financements (Etat, bailleurs, agriculteurs) des dispositifs sont nécessaires. Cette diversité des dispositifs demande de coordonner leurs activités et favoriser leur collaboration au niveau national par un groupe ou un comité composé des représentants des différents acteurs.

Le conseil agricole n'est plus seulement l'affaire de l'Etat. Les agriculteurs, les OP, les Chambres d'agriculture ont un rôle à jouer dans la conception, la mise en œuvre, le financement et le suivi-évaluation du conseil.

Le développement de nouveaux dispositifs de conseil renouvelle les besoins de recherche d'accompagnement : i) alimenter le conseil en thèmes répondant aux attentes des agriculteurs, ii) actualiser les diagnostics et élaborer des références sur les exploitations agricoles et leur diversité (typologies), iii) analyser les processus de capitalisation des connaissances (savoirs) entre les générations d'agriculteurs, et les réseaux de diffusion de l'information, iv) faire évoluer les démarches de conseil en réponse aux évolutions de contexte, et v) participer à l'évaluation des impacts du conseil agricole.

BIBLIOGRAPHIE

- AXINN G.H., 1993. *Guide des approches possibles en matière de vulgarisation*. FAO, Rome.
- BRAUN A., JIGGINS J., RÖLING N., VAN DEN BERG H., SNIJDERS P. 2006. *A global survey and review of Farmer Field School Experiences*. ILRI, Addis Abeba.
- CMDT 2006. *Module de formation. Conseil de gestion à l'exploitation agricole*. Bamako, 30 p.
- CHRISTOPLOS I., 2011. *Mobiliser les potentialités de la vulgarisation rurale et agricole*. FAO, Rome.
- COULIBALY Y., 2011. *Le conseil aux exploitations agricoles familiales en zone Office du Niger au Mali. Actes de la conférence Internationale « Innovations dans les services de vulgarisation et de conseil agricole », 15-18 novembre, Nairobi, Kenya*.
- DAVIS K. 2006. *Farmer Field Schools : A Boon or Bust for Extension in Africa ?* *Spring* 13(1): 91-97.
- DEFOER T., WOPEREIS M.C.S. 2007. *Apprendre pour changer : exemple de la culture du riz pluvial dans les bas-fonds, chapitre 26 : 403-415*. In : Mohamed Gafsi, Patrick Dugué, Jean-Yves Jamin, Jacques Brossier (Coordinateurs). *Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Collection : Synthèse*. Editions Quae.
- DIALLO A., GRANEL A., GOÏTA M., 2010. *Evaluation rétrospective du projet d'amélioration des systèmes d'exploitation en zone cotonnière au Mali (PASE). Rapport final*. AFD, Paris.
- DJAMEN NANA P., DJONNEWA A., HAVARD M., LEGILE A. 2003. *Former et conseiller les agriculteurs du Nord-Cameroun pour renforcer leurs capacités de prise de décision*. *Cah Agric* 12(4): 241 – 5
- DOUARÉ HA., KEITA A., 2017. *Le conseil aux exploitations familiales en zone cotonnière du Mali. Cas du Projet d'Appui aux Systèmes d'Exploitation (PASE). Communication au colloque sur les dynamiques et la durabilité des zones cotonnières africaines, 21-23 novembre, Bamako, Mali*.
- FAO, 2006. *Programme sous-régional de formation participative en Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs des cultures à travers les champs écoles des producteurs pour Bénin, Burkina-Faso, Mali et Sénégal, 2006-2009*. FAO, Global IPM Facility, Rome.
- FAURE G., DUGUÉ P., BEAUVAL V., 2004. *Conseil à l'exploitation familiale. Expériences en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Editions du Gret, Ministère des Affaires Etrangères.
- FAURE G., PAUTRIZEL L., DE ROMÉMONT A., TOILLIER A., ODRU M., HAVARD M., 2015. *Management advice for family farms to strengthen entrepreneurial skills. Note 8. GFRAS Good Practice Notes for Extension and Advisory Services*. Lindau, Switzerland
- GALLAGHER K.D., 2003. *Fundamental Elements of a Farmer Field School*. *Leisa* 19(1) :5-6.
- HALLEY DES FONTAINES, FAURE G., RIGOURD C., 2007. *Manuel de suivi-évaluation des dispositifs de Conseil à l'Exploitation Familiale. Livret B : démarche d'élaboration d'un dispositif de suivi-évaluation du CEF*. IRAM, CIRAD, Montpellier.
- HAVARD M., 2006. *Tests de conseil aux exploitations agricoles dans le cadre du Programme d'Amélioration des Systèmes d'Exploitation en zone cotonnière (PASE) en 2006*. Bamako, PASE, CIRAD, 49 p.
- HAVARD M., COULIBALY Y., DUGUÉ P., 2006. *Etude de capitalisation des expériences de conseil agricole au Mali*. Bamako, APCAM, CIRAD, 95 p.
- HEEMSKERK W., NEDERLOF S., WENNINK B., 2008. *Outsourcing agricultural advisory services. Enhancing rural innovation in Sub-Saharan Africa. Bulletin 380*. Amsterdam, KIT Publishers, 148 p.

- KÉBÉ D., FOMBA B., KÉBÉ M.C., DJOUARA H., 1999. *Le conseil de gestion aux exploitations agricoles. Un outil de vulgarisation. Note méthodologique. Sikasso, IER, 35 p.*
- KLEENE P., 1982. *Le conseil de gestion aux exploitations. Bamako, Mali, Ministère de l'Agriculture, document de travail n°82.6, 17 p.*
- KONÉ Y.M., 2007. *Le conseil à l'exploitation familiale à farafansi So dans la zone Office du Niger au Mali : Bilan et perspectives. Mémoire de Master of Science. Montpellier SupAgro, Institut des régions chaudes, Montpellier.*
- MERCOIRET M.R., 1994. *L'appui aux producteurs ruraux. Guide à l'usage des agents de développement et des responsables de groupements. Paris, Editions Khartala, 464 p.*
- MRSC, 2002. *Etude sur l'organisation future du conseil agricole en zone cotonnière au Mali. Rapport final. SOF-RECO, Paris, 142 p.*
- RASHEED SULAIMAN V., DAVIS K., 2012. *Le "Nouveau Conseiller Agricole" : rôles, stratégies et capacités pour renforcer les services de vulgarisation et de conseil. GFRAS, Lindau, Suisse.*
- SNV, 2012. *Note sur le conseil à l'exploitation familiale. SNV, Bamako, Mali.*
- TRAORÉ A., WENNINK B., 2008. *Outsourcing agricultural advisory services in Mali. pp 129-146. In: Heemskerk, W., Nederlof S. and Wennink B. (eds) Outsourcing agricultural advisory services. Enhancing rural innovation in Sub-Saharan Africa. Bulletin 380. Amsterdam, KIT Publishers.*
- VIOLAS D., GOUTON P., 2007. *Le conseil à l'exploitation agricole familiale, facteur d'émancipation des agriculteurs béninois. Chapitre 28 : 427-435. In : M. Gafsi, P. Dugué, J.Y. Jamin, J. Brossier (Coordinateurs). Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Collection : Synthèse. Editions Quae.*